

Squatters sur leurs propres terres : les tribus bédouines du Néguev

Aujourd'hui le Néguev, ou Naqab comme les Bédouins le nomment en arabe, abrite une population de Bédouins estimée à 160 000, dont environ la moitié vivent dans des villages que les autorités israéliennes ont déclarés illégaux. Ces autorités ont continuellement poussé les Bédouins arabes à abandonner leur mode de vie semi nomadique en faveur d'une vie plus sédentaire. Comme le général israélien Moshe Dayan l'expliquait en 1963, l'objectif était de transformer le Bédouin en une personne « *qui ne vivrait plus sur sa terre avec son troupeau, mais deviendrait une personne urbaine qui rentre chez elle le soir et met ses chaussons* ».



Les restes des maisons démolies se trouvent dans la plupart des villages dans le désert du Néguev.
Crédit: C.Weibel/Oxfam

Une situation précaire

A Jérusalem, la plupart des boutiques de souvenir vendent des cartes représentant des chameaux traversant le désert du Néguev, qui constitue la plus grande partie du sud d'Israël. Ces cartes montrent rarement les Bédouins qui ont parcouru ce désert pendant des siècles le long de chameaux. Nombre d'entre eux vivent aujourd'hui dans une situation précaire, 60 ans après avoir été déplacés de leurs terres à la suite de la création de l'Etat d'Israël, et même au cours des décennies suivantes.

Morad El-Sana a travaillé pendant huit ans comme avocat pour l'organisation **Adalah**, centre juridique pour les droits de la minorité arabe en Israël et partenaire d'Oxfam. Il explique que traditionnellement, les Bédouins ne sont pas un peuple déraciné ni sans terre. "*Chaque tribu avait autrefois son propre territoire dans le Néguev*", explique-t-il. "Elles y menaient une vie semi-nomade, élevant du bétail et cultivant la terre, avec un village pour l'été et un autre pour l'hiver afin que les animaux aient suffisamment de prés où paître.

Des villages non-reconnus

Aujourd'hui, environ la moitié des Bédouins ont dû quitter leurs terres et déménager dans l'un des sept villages construits par le gouvernement. L'autre moitié est restée sur ses terres dans 45 villages qui ne sont pas reconnus par les autorités israéliennes et qui, comme s'ils étaient invisibles, n'apparaissent pas sur les cartes vendues au grand public. Ces villages non reconnus bénéficient de peu, voire d'aucun service public : ils n'ont pas de transports publics ni même de routes. Ils n'ont pas accès aux réseaux d'eau et d'électricité et disposent de peu d'établissements scolaires ou de santé, alors même que les Bédouins sont citoyens israéliens.

De nombreux villages non reconnus sont dispersés à quelques minutes en voiture d'autoroutes modernes. Ils frappent pourtant par leur pauvreté, avec des enfants qui

courent pieds nus entre des huttes faites de bois et fer rouillé. On aperçoit les restes de maisons démolies dans la plupart des villages ; les autorités ont démolé les huttes parce que leurs habitants n'ont pas obtenu de permis de construire, même s'ils vivaient parfois sur place depuis des décennies, si ce n'est plus.

El-Sana explique que les autorités israéliennes qualifient le Néguev de "terre morte". Selon lui, elles s'appuient sur une vieille loi ottomane remontant aux années 1820 pour justifier cette appellation juridique. En pratique, cela signifie que les Bédouins de 2010 ne peuvent pas revendiquer la propriété des terres ancestrales que leurs familles et tribus utilisent depuis des siècles.

Une alternative inappropriée

Quelques maisons et fermes isolées [qui appartiennent à des citoyens israéliens juifs] dans le désert sont pourtant connectées aux réseaux d'eau et d'électricité, alors *« pourquoi les villages bédouins non reconnus ne le seraient-ils pas aussi ? »* demande El-Sana, avant d'ajouter que certains de ces bâtiments, qui hébergent des communautés israéliennes de confession juive, ne disposent pas de permis de construire. "Pourtant leurs maisons sont rarement détruites, tandis que les maisons bédouines dans les villages non reconnus sont systématiquement prises pour cible par les autorités".

Dans la mesure où les autorités ne délivrent pas de permis de construire aux résidents des villages non reconnus, les familles arabes Bédouines vivent dans la peur perpétuelle que leur maison soit démolie. Elles sont pourtant réticentes à quitter leur terre, et reconstruisent leurs abris de fortune même après qu'ils ont été démolis plusieurs fois.

"Je veux rester sur ma terre"

"Je veux rester sur ma terre, qui a été transmise d'une génération à une autre dans ma famille", a confié à Oxfam un Bédouin vivant dans l'un des villages non reconnus. *"Si je pars et que je déménage dans l'une des villes gouvernementales, mes enfants et moi perdront tout droit sur notre terre. Je veux que l'Etat nous laisse vivre légalement dans notre maison, sur notre terre"*

Adalah, partenaire d'Oxfam, intente des procès devant les tribunaux israéliens pour promouvoir et défendre les droits des Bédouins arabes dans le pays, principalement dans les domaines des droits de la propriété et du logement, mais aussi du droit à la santé et à l'éducation. **Adalah** plaide en faveur d'une reconnaissance officielle des "villages non reconnus" par les autorités israéliennes afin que les Bédouins arabes vivant dans ces villages puissent rester sur leurs terres et qu'il soit mis un terme à leur déplacement forcé.

